

1944 – 1953

Le temps de la reconstruction

Des réponses à l'urgence ...

Des constructions provisoires ...

Des opérations lancées par l'Etat.

Construire ou reconstruire ?

À la Libération, la tâche est immense. **Les conditions de logement en France sont extrêmement dégradées**. La priorité est alors à la relance de la production et à la remise en ordre du domaine foncier.

La crise est profonde avec un déficit de **4 millions** de logements à construire ou à reconstruire. Avec **460 000** bâtiments d'habitation totalement détruits, **1 900 000** partiellement endommagés sur l'ensemble des régions françaises soit au total plus de **20 %** du parc existant en 1939.

Pour résorber le déficit en logements, Eugène Claudius-Petit, ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme à partir de 1948, veut faire adopter les principes de la Charte d'Athènes, notamment ceux de standardisation et de rationalisation dans les techniques de construction. Adeptes de Le Corbusier, **il prône une politique massive de "construction" de logements et non une reconstruction à l'identique**. Il ne rencontre que des opposants.

L'après guerre c'est aussi le temps des expérimentations. Malgré **la mobilisation des moyens et une volonté de s'engager dans une construction de masse**, l'appareil de production n'est pas encore prêt.

Quelques chiffres

Moins de 400 000 logements construits entre 1944 et 1949
1950 : **109 400** logements construits dont **7 400** logements HLM
1953 : **187 500** logements construits dont **18 100** logements HLM

Et le confort ?

En 1946 : 3,1 personnes par logement
2,7 pièces par logement
5 % de logements avec WC et sanitaires



18921 / Pantin (93), l'intérieur d'un logement insalubre
©METLTM/SIC - 1953 Photo Harle - Fonds MRU

Sur les 13,1 millions de résidences principales que compte la France en 1946, moins de 700 000 disposent de tout le confort moderne (eau courante, WC à l'intérieur, douche ou baignoire, électricité et chauffage central).



18227 / Petit Quevilly (76), enquête sociologique pour le musée de l'homme, des enfants devant des logements insalubres
©METLTM/SIC - 1952 Photo Salesse - Fonds MRU



18227 / Petit Quevilly (76), enquête sociologique pour le musée de l'homme, une famille à l'intérieur d'un logement insalubre
©METLTM/SIC - 1952 Photo Salesse - Fonds MRU

1944 - 1953 : les dates clés

Fin 1944 : création du **Ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme (MRU)**. Ministre Raoul Dautry.

Fin 1945 : première Exposition de la Reconstruction à Paris à la gare des Invalides.

1947 : exposition Internationale de l'Urbanisme et de l'Habitation au Grand Palais.

1948 : arrivée d'Eugène Claudius-Petit au MRU, ministre de 1948 à 1953.

1948 : naissance du mouvement des Castors.

1947-53 : le **premier Plan**, sous l'impulsion de Jean Monnet, vise à reconstituer l'appareil de production du pays. Le logement ne deviendra une priorité que quelques années plus tard. **Cependant pour répondre à l'urgence, des constructions provisoires sont mises au point.**

Juillet 1950 : les HBM (Habitations à Bon Marché) deviennent HLM (Habitations à Loyer Modéré). L'État délègue au mouvement HLM la responsabilité de la mise en œuvre d'une nouvelle stratégie : **la construction massive de logements sociaux.**

1953 : Pierre Courant, ministre au MRU, succède à Eugène Claudius-Petit.

Août 1953 : un cadre propice à une relance massive de la construction est en place. **Les ressources d'épargne se mobilisent** (la création du 1 % logement, la réforme des primes et prêts du Crédit Foncier, la mise en place de l'épargne logement...).